

Journée mondiale des réfugié-e-s : l'Europe ne doit pas trahir l'esprit de la Convention de Genève

Paris, le lundi 19 juin 2017– A l'approche de la Journée mondiale des réfugié-e-s et du 66^e anniversaire de la Convention de Genève, Coordination SUD et ses membres dénoncent la réponse purement sécuritaire apportée par l'UE aux enjeux migratoires. Une réponse détournant de façon décomplexée l'aide au développement de sa visée première de réduction de la pauvreté. Les ONG françaises insistent en outre sur l'apport positif des migrations au développement.

La Communauté internationale s'est engagée, par la Convention de Genève de 1951, à protéger les personnes réfugiées en garantissant leurs droits et en respectant le principe de non-refoulement. A l'approche du 66^e anniversaire de son adoption le 28 juillet, l'esprit de ce texte est contredit par un ensemble de politiques qui contribuent à la création d'une Europe forteresse au mépris du respect des droits fondamentaux des personnes migrantes.

« *La quasi absence des voies légales d'entrée en Europe et l'approche sécuritaire de sa politique extérieure - au premier rang desquelles de développement - vont à l'encontre d'une politique d'accueil et de respect des droits humains et du droit international des réfugié-e-s.* » s'insurge Philippe Jahshan, président de Coordination SUD. Et d'ajouter « *L'Europe ne peut s'exonérer du respect de ses obligations internationales* ».

L'adoption du nouveau Consensus européen pour le développement le 7 juin dernier, cristallise une tendance forte au sein de la politique de l'Union : faire de l'aide au développement un outil pour lutter contre les migrations au prétexte de garantir la sécurité à l'intérieur des frontières de l'UE. Une approche décriée par nombre de représentant-e-s de la société civile et au sein du Parlement européen.

« *Soyons clairs, l'objectif premier de l'aide publique au développement reste l'éradication de la pauvreté. Les politiques et l'aide au développement ne doivent en aucun cas répondre à des intérêts sécuritaires et de contrôle des flux migratoires. Surtout, une telle approche s'avère inefficace à court terme* », martèle Jean-Marc Boivin d'Handicap International, vice-président et référent Europe au Conseil d'administration de Coordination SUD.

Enfin, les ONG sont critiques face à ce qui s'apparente à une rhétorique de la peur et du repli sur soi qui présente la personne étrangère comme une menace. D'autant que ce discours participe à véhiculer des idées fausses sur la réalité du phénomène migratoire et des stéréotypes profondément négatifs sur les personnes migrantes.

Pour Adeline Mazier du Forim, secrétaire générale et référente Migrations au Conseil d'administration de Coordination SUD « *Les migrations internationales contribuent positivement au développement des pays d'origine et des pays de destination. Au lieu d'être combattues, elles doivent être favorisées et accompagnées par des politiques d'accueil adéquates* ».

Contact presse

Bénédicte Bimoko, bimoko@coordinationsud.org - Tél : 01 44 72 03 78 / 07 76 78 15 19

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble aujourd'hui 165 ONG, adhérents directs ou au travers de six collectifs (Clong-Volontariat, Cnajep, Coordination humanitaire et développement, Crid, Forim, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.